Une révolte sociale, dont l'ampleur a obligé le gouvernement à reculer, est portée par un mouvement qui, d'abord focalisé sur les taxes sur les carburants, a étendu ses revendications au champ économique et social, au modèle politique de notre société. Celles-ci renvoient pour partie à celles du SNESUP-FSU et nous ne cessons de les défendre : **emploi, services publics, salaires, écologie, retraites, fiscalité…**

Le lundi 10 décembre, Macron faisait mine de lâcher quelques concessions au mouvement des « gilets jaunes » pour préserver les réformes qu'il projette sans remettre en cause sa politique inégalitaire. Il propose des mesures sans perspective écologiste dont le financement sera principalement assuré par l'ensemble des contribuables, donc par les impôts dont la progressivité n'a pas été améliorée. Loin d'améliorer les conditions de vie de toutes et tous et de conforter les services publics, elles se traduiront inévitablement par des restrictions sur les services publics.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, le jour même de l'allocution du président de la République, les président·es d'université recevaient leur notification de subvention par une lettre de la ministre qui annonce le désengagement de l'État : en 2019, les salaires des personnels seront encore moins subventionnés. Les président·es d'université sont enjoint·es d'augmenter les frais d'inscription des étudiant·es étranger·es pour équilibrer les budgets. Juste trois semaines après que le premier ministre a « justifié » la nécessité d'augmenter les frais d'inscription des étudiant·es extracommunautaires afin de donner les moyens supplémentaires aux universités de mieux les accueillir, le masque tombe !

Comme le SNESUP le dénonce, l'augmentation des frais d'inscription n'est que le moyen de compenser le désengagement de l'État et le sous-financement de l'ESR. Malgré les dénégations de la ministre, cela préfigure l'augmentation généralisée pour tou·te·s les étudiant·es et la privatisation de l'ESR.

Le gouvernement ne peut plus imposer sa politique en passant systématiquement en force au-dessus des organisations syndicales représentatives. Ces dernières ont été systématiquement contournées, méprisées, et ignorées et le gouvernement ose à présent leur demander de calmer la situation. Ce n'est pas le rôle des organisations syndicales

d’éteindre l’incendie déclenché par le gouvernement.

En généralisant la sélection avec Parcoursup et la loi ORE, en détruisant les diplômes nationaux avec l’arrêté licence, en déréglementant les statuts des établissements avec l’ordonnance adoptée hier en Conseil des ministres ou encore en augmentant les frais d’inscription, il rétrécit les perspectives d’avenir de la jeunesse. En outre, les conditions de travail à l’université ne cessent de se dégrader (salaires inconséquents et toujours bloqués des personnels, gouvernances autoritaires, embauche massive de contractuel·les, concentration des moyens sur les grands pôles universitaires au détriment du service public sur tout le territoire...).

Les mobilisations historiques de 2018 doivent amener la ministre à renoncer à cette orientation libérale qui détruit les services publics en exacerbant la concurrence et conduit à la marchandisation de l’enseignement supérieur.

Le SNESUP-FSU refuse le financement des réponses du gouvernement aux injustices sociales par la baisse de la dépense publique. Il soutient les étudiant·es, les lycéen·nes, les collègues et citoyen·nes impliqué·es dans les mouvements actuels, les précaires et les retraité·es engagé·es pour la défense de leur pouvoir d’achat et contre la réforme actuelle des retraites.

Il appelle les collègues à :

- se mettre en grève le vendredi 14 décembre et à se joindre aux manifestations pour l’augmentation des salaires et des pensions ;
- débattre largement avec leurs étudiant·es et en assemblée générale, à élaborer des propositions dans les établissements pour étendre la mobilisation et à s’adresser aux élus locaux et nationaux ;
- recueillir lors d’assemblées générales leurs difficultés et leurs revendications à travers un cahier de doléances ;
- s'investir, avec toutes celles et tous ceux qui y sont engagé·es, dans le mouvement de de protestation contre la politique inégalitaire du gouvernement.
-

Qui cause les violences ?

C’est le gouvernement, par la violence sociale de sa politique injuste et par la violence qu’il autorise à sa police pour seule réponse aux contestations. C’est aussi sous ce gouvernement que la police peut mettre à genoux des lycéen·nes menotté·es. Ces violences et humiliations sont utilisées pour réduire pratiquement le droit de manifester tout en prétendant le défendre.

La violence dans les manifestations, surmédiatisée et surexploitée, ne doit pas faire oublier celle qui aboutit à des mutilations et asphyxies que les armes policières provoquent systématiquement.

Comme la Ligue des droits de l’homme, le SNESUP-FSU demande la fin des interpellations préventives et l’interdiction des armes mutilantes : Flash-Ball, grenades, gaz asphyxiants.